

Travail social alternatif en Amérique du Sud

Gisèle Legault

Volume 4, numéro 2, automne 1991

La réforme, vingt ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301146ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301146ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Legault, G. (1991). Travail social alternatif en Amérique du Sud. *Nouvelles pratiques sociales*, 4(2), 193–204. <https://doi.org/10.7202/301146ar>

Résumé de l'article

Le développement et le déclin de l'État-providence ont influencé la pratique du travail social, en Amérique latine comme ailleurs. Cet article présente les efforts de reconceptualisation entrepris par les travailleurs sociaux latino-américains, les courants où on les retrouve, les associations qu'ils ont mises sur pied de même que le genre de projets dans lesquels ils se sont engagés.



Les pratiques sociales d'ailleurs

Travail social alternatif en Amérique du Sud

Gisèle LEGAULT
*École de service social
Université de Montréal*

Le développement et le déclin de l'État-providence ont influencé la pratique du travail social, en Amérique latine comme ailleurs. Cet article présente les efforts de reconceptualisation entrepris par les travailleurs sociaux latino-américains, les courants où on les retrouve, les associations qu'ils ont mises sur pied de même que le genre de projets dans lesquels ils se sont engagés.

Un séjour de six mois en Amérique latine en 1989 nous a permis de mieux connaître ce continent et plus particulièrement le Pérou, l'Uruguay et le Brésil où nous avons séjourné plus longuement. Nous avons établi des contacts avec certaines écoles et professeurs en travail social de ces pays, avec des coopérants canadiens affiliés au CECI (Centre d'étude et de coopération internationale) et avec certains groupes de femmes. Le présent article est le fruit d'une réflexion à la suite de ce séjour.

EXPORTATION D'UN MODÈLE D'ÉTAT-PROVIDENCE

À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs pays d'Amérique latine, de concert avec les États-Unis et à la suite de pressions exercées par les secteurs moyens de leurs populations, mettent en place un certain modèle d'État-providence¹. Ces secteurs moyens sont un agglomérat de groupes sociaux et ne constituent pas une classe sociale dans le sens marxiste du terme; ce sont des fonctionnaires, des employés des services et de grandes organisations ouvrières qui se situent entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les gouvernements sud-américains réagissent favorablement à leurs pressions et mettent en place ce filet qu'offre une certaine sécurité sociale, couvrant environ 40 % de la population, et permettant à ces secteurs de faire face à la crise. Les gouvernements espèrent ainsi se mettre à l'abri de ces populations considérées comme les plus dangereuses, c'est-à-dire les plus susceptibles de les déstabiliser; en outre, la grande majorité des populations d'Amérique latine vit en dehors des villes à ce moment-là.

L'engagement des États-Unis est alors très prudent; ils se méfient de ces gouvernements qu'ils voient comme nationalistes, radicaux et de gauche. Les États-Unis, partisans de la libre entreprise et de la non-intervention étatique, se méfient en effet de ces États interventionnistes d'Amérique du Sud qui considèrent l'intervention gouvernementale dans l'économie comme un moyen de sauvegarder le pouvoir d'achat et de défendre les intérêts des travailleurs organisés. Les États-Unis voient ces gouvernements comme radicaux dans le sens qu'ils limitent les investissements étrangers, exercent des contrôles sur les secteurs d'investissements et le rapatriement des profits, et réservent certains secteurs aux investissements nationaux. Ces gouvernements sont aussi vus comme de gauche en ce qu'ils s'associent à une certaine portion de travailleurs dont les syndicats deviennent alors des courroies de transmission des desiderata des gouvernements et des partis politiques au pouvoir; aussi, le discours ouvrieriste de ces gouvernements

1. Je voudrais ici remercier Claude Morin, responsable du Programme d'études latino-américaines de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal pour ses commentaires en rapport avec une première version de ce texte.

suscite-t-il des craintes. Néanmoins, les États d'Amérique du Sud et des États-Unis s'associent à la construction de ce modèle embryonnaire d'État-providence latino-américain.

Cependant, ce n'est que dans les années 60 et avec le spectre d'une autre révolution cubaine que s'articulera l'Alliance pour le progrès, c'est-à-dire cet ensemble de réformes sociales, orchestré par les États-Unis et visant à aider les pays d'Amérique latine à développer leur économie et à améliorer les conditions de travail et de vie des secteurs moyens et des travailleurs syndiqués.

La mise en place d'une infrastructure socio-économique contient des éléments empruntés au modèle américain d'État-providence, dont une certaine sécurité sociale, le salaire minimum, l'assurance-chômage, des logements populaires, une infrastructure routière, certaines réformes agraires, le tout destiné à éviter des mécontentements susceptibles d'être canalisés et orientés par des leaders ou des partis de gauche et de déboucher sur de possibles « révolutions ». Ce volet progressiste ou éclairé est toutefois contrebalancé par un volet répressif qui vise à renforcer la capacité militaire et policière des pays concernés à faire face aux mouvements de contestation et de guérillas des secteurs insatisfaits. De l'équipement militaire, de même que des méthodes d'intervention sont ainsi prodigués aux pays d'Amérique latine qui ne sont pas prêts par ailleurs à assumer les frais des réformes amorcées. Leurs oligarchies ne désirent pas contribuer financièrement, notamment par le biais des réformes fiscales, à l'application de l'ensemble des réformes.

Cette adoption du modèle d'État-providence a changé et la conception du bien-être et celle du travail social également. D'une conception du bien-être défini comme une certaine qualité de vie résultant du jeu des forces naturelles de la société où l'individu reçoit de la société autant et en proportion de ce qu'il y investit, on passe à une conception du bien-être défini par l'État à partir d'objectifs sociétaux à atteindre. Plusieurs travailleurs sociaux jusque-là centrés sur un travail social résiduel, se joignent aux efforts de concrétisation d'un État-providence pour l'Amérique latine. La fondation de l'Association latino-américaine des écoles de service social (ALAETS) s'est constituée à ce moment là, en 1965. En plus de coordonner, informer et représenter la profession en Amérique latine, l'Association recherche et appuie le développement d'un travail social proprement latino-américain du point de vue théorique et pratique. L'Association vise à unifier les efforts de tous les pays d'Amérique latine vers le développement d'un exercice professionnel identifié aux secteurs populaires et à conserver en même temps une conception pluraliste du travail social adapté aux réalités propres à chaque pays et à chaque région.

On peut distinguer dans l'ALAETS et chez les travailleurs sociaux latino-américains en général deux principales positions vis-à-vis l'État-providence (Quiroz, 1986). Une approche dite « réformiste » vise à améliorer la situation générale d'un pays donné en favorisant le passage du pouvoir de la classe oligarchique à cette nouvelle classe composée de la bourgeoisie, des secteurs moyens et du mouvement syndical organisé. Les travailleurs sociaux liés à cette approche essaient d'améliorer le fonctionnement de l'appareil d'État et vont puiser largement aux modèles du service social américain. Une autre approche, dite « révolutionnaire », cherche à changer la société en une nouvelle qui soit plus favorable à la classe des travailleurs organisés et non organisés. Ces travailleurs sociaux s'inscrivent dans le mouvement de reconceptualisation du travail social (Lusk, 1981), mouvement inspiré de l'expérience de Paulo Freire au Brésil et de ses méthodes d'éducation de la classe ouvrière et paysanne. Ces travailleurs sociaux prônent la proximité des milieux populaires, la mise sur pied d'organisations solides dans les milieux en vue d'une élaboration des changements souhaités et d'une « surveillance » de la direction de la « nouvelle » société. Le concept du travail social alternatif est ainsi né et, dans sa lignée, la création en 1975 du Centre d'études latino-américain en travail social (CELATS), localisé à Lima au Pérou.

ÉCHEC DU MODÈLE D'ÉTAT-PROVIDENCE

Plus ou moins vingt-cinq ans plus tard, on peut affirmer que ni le modèle de société moderne ni celui d'État-providence n'ont changé les conditions de base du continent sud-américain. La société moderne ne s'est jamais réalisée non plus que ses promesses de justice, d'égalité sociale ou même de démocratie.

Certains progrès et une certaine modernisation ont pu se réaliser dans des secteurs sociaux très définis, comprenant les classes moyennes et supérieures et une partie de la classe des travailleurs des secteurs industriels avancés. Par contre, pour les paysans, les sous-employés (la majorité) et les chômeurs, leurs conditions sont pires qu'avant ces tentatives d'appliquer le modèle américain. Ce qui frappe le plus dans tous les pays d'Amérique latine, c'est la polarisation prononcée dans la distribution des ressources. Les premiers 10 % les plus riches touchent des revenus entre 35 et 50 fois supérieurs à ceux dont doivent se contenter les 20 % les plus pauvres; au moins 40 % de la population est considérée comme pauvre et incapable de répondre à ses besoins essentiels et, de ce nombre, 20 % ne peut se procurer le minimum alimentaire vital.

Un modèle latino-américain d'État-providence ne s'est pas concrétisé, parce que ni les États-Unis, ni les élites des pays engagés, n'avaient de véritable volonté politique d'effectuer les réformes amorcées. Vers la fin des années 60, les États-Unis se désengagèrent : alors qu'ils devaient investir dix milliards \$, ils n'en ont fourni qu'une fraction et se sont trouvés absorbés sur d'autres fronts, par la guerre au Vietnam notamment. En outre, les gouvernements d'Amérique latine étaient plus préoccupés d'éviter un second Cuba que de mettre en place de véritables réformes qui auraient exigé qu'ils imposent les hauts revenus et les patrimoines et qu'ils allouent les budgets nécessaires au développement social amorcé. Les quelques mesures sociales ayant calmé les esprits, les résultats escomptés n'ayant pas été atteints par ailleurs, ils se désengagent également. L'Alliance entre les États-Unis et l'Amérique latine prend fin et, avec elle, l'Alliance pour le progrès.

Deux autres facteurs (Quiroz, 1986) ont aussi contribué à l'échec du modèle d'État-providence, facteurs liés au fonctionnement du capitalisme à la périphérie : le choix des cultures et la croissance du secteur industriel.

Choix des cultures : les cultures favorisées par les gouvernements, à travers les politiques de prix et de crédit, sont celles qui sont rentables pour l'exportation : la canne à sucre, le café, le soya, les bananes, le coton. Cette stratégie agricole a pour effet de priver les populations des denrées nécessaires à leur survie telles le maïs, le blé, les céréales, et de ne fournir de l'emploi qu'à une infime proportion de la population, d'où la migration considérable des ruraux vers les villes à la recherche de travail et de survie. On estime à environ 60 % la population qui vit dans de grandes villes en Amérique latine, ce qui est beaucoup trop ! C'est ainsi qu'on peut maintenant observer les métropoles gigantesques que sont Mexico, Lima, São Paulo, Rio de Janeiro, Montevideo, Buenos Aires entourées de larges ceintures de bidonvilles aux dénominations variées : *pueblos jovenes* (Pérou), *favelas* (Brésil), *villas miserias* (Argentine), *cantegriles* (Uruguay). Dans les bidonvilles, une proportion importante de la population (entre 15 et 60 %) vit dans des logements insalubres sans service d'eau, d'égout, d'enlèvement des ordures; le transport y est aussi très difficile, car les autobus sont peu nombreux et en mauvaise condition.

Croissance du secteur industriel : cette croissance est en effet indéniable, mais elle est très liée au capital étranger, d'où l'accumulation de la dette extérieure et à l'apport d'une technologie souvent étrangère et inadaptée aux besoins du pays. C'est une croissance anarchique et dysfonctionnelle, plutôt qu'un développement du secteur industriel, qui aurait exigé une planification et la production entre autres de biens-machines qui servent à équiper les industries de transformation. En quoi, par exemple, la production de pièces d'automobiles au Brésil sert-elle les populations qui doivent

ensuite acheter à des prix exorbitants le produit fini ailleurs ? Cette croissance du secteur industriel a donc amené un accroissement assez faible de main-d'œuvre; de plus, payé à des salaires cinq fois inférieurs à ceux des États-Unis, le travailleur latino-américain est forcé, soit à travailler plus, soit à consommer moins et à devoir compter non seulement sur le salaire de son conjoint, mais aussi sur celui de ses enfants.

CONTEXTE SOCIAL ET COURANTS EN SERVICE SOCIAL

Les États n'ont donc implanté nulle part l'État-providence de façon significative en raison d'un manque de volonté politique de s'en donner les moyens, d'absence de fonds et de ressources pour répondre aux problèmes et aux besoins par ailleurs très nombreux des populations; les gens, souvent muselés dans leurs revendications par des politiques répressives, ont dû trouver eux-mêmes réponses et solutions. Plusieurs travailleurs sociaux se sont associés à ces efforts (Michea, 1987), ceux-là mêmes qui avaient entrepris le processus de reconceptualisation du travail social latino-américain quelques années auparavant.

Le CELATS (Centre d'études latino-américain en travail social) constitue ce point de rencontre de ces travailleurs sociaux. Il rallie actuellement 21 pays, majoritairement d'Amérique latine. Son objectif principal est le soutien théorique et pratique aux activités et aux professionnels du travail social en Amérique latine, afin que tous les efforts contribuent à la transformation des conditions de vie et de travail des secteurs les plus défavorisés de ce continent.

Le CELATS a quatre domaines d'action principaux : la recherche, la systématisation de l'action, la formation et la communication. La *recherche* porte sur les problèmes théoriques et pratiques de l'exercice de la profession. Elle se concentre sur l'analyse scientifique des secteurs populaires où le travail social s'exerce et sur les politiques sociales qui les affectent. La *systématisation de l'action* vise à récupérer les expériences pratiques et à les analyser de façon à ce qu'elles puissent être utiles à l'action des travailleurs sociaux latino-américains. La formation par correspondance vise à renforcer et approfondir la formation théorique et pratique de base des travailleurs sociaux dans leurs divers domaines d'action, incluant les exigences particulières de leurs contextes de pratique. Le secteur communication publie et distribue les travaux effectués au Centre ou par ses collaborateurs immédiats. Jusqu'à présent, il y a eu publication de livres et de cahiers relatant des expériences novatrices, publication de la revue *Accion Critica* qui compte actuellement une vingtaine de numéros. Le secteur communication produit aussi du matériel didactique utilisé par les secteurs formation et action.

Le CELATS est un lieu de réflexion et de questionnement pour le travail social latino-américain : il favorise et engage des échanges à l'intérieur et entre les trois principales régions que constituent les Antilles, le Bloc andin et le Cône sud (Brésil, Uruguay, Argentine et Chili). Le Centre a été à l'origine de la rencontre de l'Association internationale des écoles de service social à Lima en 1990.

Écoles et travailleurs sociaux alliés des secteurs populaires

La perspective des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux progressistes est la mise sur pied, le fonctionnement et l'enseignement de méthodes de travail pour aborder et résoudre les problèmes rencontrés. Ils et elles se mettent au service des organisations populaires et ont une perspective communautaire d'action. Nous avons été en contact avec ces travailleurs sociaux et ces professeurs, principalement lors du Colloque de Montevideo en juin 1989, lequel réunissait les écoles et associations professionnelles du Cône sud, affiliées au CELATS. Citons à titre d'exemples deux types de projets que nous avons pu observer de près au cours de notre séjour et représentatifs de ce courant : les cuisines communautaires de quartier et les cliniques de santé.

Les cuisines communautaires de quartier ont, pour la plupart, été mises sur pied grâce à des fonds internationaux; nous avons visité ces cuisines à Villa El Salvador, un immense bidonville de 300 000 habitants à la périphérie de Lima, de même qu'à São Paulo et à Rio de Janeiro au Brésil. Il s'agit toujours d'organisations de femmes qui se mettent ensemble pour acheter et préparer la nourriture pour les familles-membres qui versent une cotisation et doivent donner de leur temps au fonctionnement de la cuisine. Des équipes de femmes se chargent d'aller au marché et d'acheter la nourriture en grande quantité; d'autres la préparent, une fois par jour, pour tous les membres; d'autres enfin nettoient et rangent. Il s'effectue, à travers ces projets, tout un travail d'éducation et d'administration qui dépasse, et de loin, ce à quoi ces femmes étaient habituées à faire en tant que mères, épouses et ménagères. Elles y apprennent la division des tâches et des responsabilités, la prise de décision et le fonctionnement en groupe, la planification et l'administration des ressources, etc. Plusieurs travailleurs sociaux collaborent à ces projets, plus particulièrement ceux et celles travaillant au CELATS; d'autres sont rattachés à des projets de développement international ou aux regroupements élargis de femmes tels celui de Manuella Ramos à Lima. Ce mouvement de femmes péruvien travaille de préférence avec les femmes des quartiers défavorisés de Lima; il est d'orientation féministe et populaire et comporte des volets d'intervention sanitaire, juridique, d'organisation de quartier et de communication.

Les cliniques de santé de quartier fonctionnent selon les mêmes principes : locaux et matériel fournis par des fonds internationaux, implication des femmes du quartier dans l'administration et le fonctionnement de la clinique, soutien et aide concrète de travailleurs sociaux, de coopérants étrangers et de femmes du mouvement Manuela Ramos si l'on réfère à l'exemple de Villa El Salvador au Pérou. Il y a aussi de multiples collaborations entre les projets d'un même quartier et des collaborations également autour d'initiatives de nature plus politique telles des protestations concernant les prix des articles essentiels, l'enlèvement des ordures et la défense des droits humains et de la démocratie.

Un syndicalisme militant

Parallèlement aux luttes des secteurs populaires, les travailleurs sociaux eux-mêmes luttent pour l'amélioration de leurs propres conditions de travail. En cela, les travailleurs sociaux se joignent aux larges regroupements de syndiqués où l'accent n'est pas tant mis sur la reconnaissance professionnelle que sur la critique, pour prendre le cas du Brésil, des modalités de remboursement de la dette extérieure, des budgets de défense militaire et policière et de la discussion des impacts de ces facteurs sur leurs conditions de travail et de vie et celles de leurs clients.

La situation est difficile pour tous : il règne une incertitude économique constante, les projets sont difficiles à réaliser à cause surtout du changement constant de valeur de la monnaie nationale. J'ai souvent vu ces files de travailleurs et travailleuses convertir rapidement, le jour même de la paye, leur salaire en dollars US, pour éviter « qu'il ne fonde » et pour ensuite le reconverter en monnaie locale en fonction de leurs besoins de consommation. Les travailleurs sociaux n'échappent pas à cette situation. Les professionnels du secteur des services gagnent 450 \$ par mois au Brésil et de 150 à 200 \$ par mois en Uruguay et en Argentine; plusieurs doivent cumuler deux ou trois emplois en recherche, à l'université, ou en pratique, pour arriver à s'assurer un niveau de vie décent et se procurer un certain confort; ils se sentent bousculés d'un milieu de travail à l'autre et ne peuvent consacrer à chacun le temps requis.

Le contexte du colloque était aussi révélateur des conditions de travail de ces professionnels. Il se déroulait dans un couvent assez spacieux bien que modeste mais non chauffé et humide alors que la température à l'extérieur était de 5 °C. Le contexte physique dans lequel se faisaient les échanges était donc très inconfortable; il correspondait toutefois avec les conditions de vie encore plus difficiles des clients du travail social dont il était question. De petits radiateurs palliaient le manque de chauffage central,

mais leur utilisation était réduite en raison d'une pénurie d'électricité dans tout le Cône sud, imputable à la sécheresse. Le coût de participation au colloque (30 \$ pour trois jours, le CELATS défrayant les coûts du transport) était considéré comme à la limite de l'abordable par les participants. C'est dire que la participation à des rencontres de concertation nationales, continentales et internationales est conséquemment impossible pour les Latino-Américains, à moins qu'ils ne bénéficient d'une aide financière extérieure. Ainsi, leur participation au 12^e Séminaire latino-américain de travail social, à Quito, en juillet 1989, au coût de 70 \$ US, était jugée impensable pour la plupart. Nous comprenons mieux, dès lors, les conditions de travail et de vie différentes de nos collègues d'Amérique latine et les conséquences de ces conditions sur le développement d'un travail social proprement latino-américain.

Cette situation économique difficile provoque le mécontentement généralisé des travailleurs qui s'exprime par des grèves multiples. Au Brésil, on a dénombré 1 500 grèves en 1987 et 2 000 en 1988. Toutes les universités que j'ai visitées étaient en grève. De même plusieurs industries et autres secteurs de la société étaient en grève, en particulier à São Paulo où le militantisme syndical est très fort et où les coalitions au niveau national se concrétisent. Partout, on observe une méfiance à l'endroit des dirigeants politiques en raison de la corruption et des scandales passés et présents. L'influence des militaires demeure encore très considérable.

La confrontation avec l'État est particulièrement importante; on exige que les faibles ressources dont dispose celui-ci servent à renforcer les initiatives du peuple organisé. Devant l'âpreté de la crise, les travailleurs sociaux latino-américains estiment qu'on ne peut se défendre d'une manière individuelle; il faut le faire en groupe, afin d'intervenir dans le maniement de la chose publique et l'organisation d'un nouvel ordre social qui ne pourra être érigé sans une confrontation avec l'ordre actuel. Ils espèrent une force unificatrice, que ce soit un parti, un front, une coalition de partis, qui projette et renforce les luttes pour la redistribution des biens et services. Il y a eu de fait une montée rapide des secteurs de gauche au cours des années 80; les coopérants canadiens rencontrés étaient très confiants et optimistes face au Parti des travailleurs qui avait réussi à faire élire Luiza Erundina, une travailleuse sociale, à la mairie de São Paulo, en novembre 1988. Lula (Luis Inacio Lula Da Silva), candidat de ce parti, ralliait également une proportion importante et respectable de l'électorat aux élections nationales de l'automne 1989. Il fut battu de peu par le président Collor de Mello.

L'Association des travailleurs sociaux brésiliens, l'ANAS, est très proche et solidaire des autres syndicats de travailleurs. Leur regroupement syndical est d'ailleurs affilié à la plus large centrale syndicale du pays, perçue

comme gauchiste et radicale dans ses positions et revendications. L'ANAS participe à cette coalition tout en préservant son autonomie en tant qu'organisation professionnelle du service social; elle s'allie ouvertement aux secteurs populaires et met de l'avant un projet social de changement réclamant de meilleures conditions de vie et de travail, de meilleures conditions de santé et d'éducation principalement.

L'Association des écoles de service social brésilienne (ABESS), association très dynamique, partage également la perspective du CELATS d'un travail social progressiste ou alternatif. Ces éducateurs s'estiment solidaires des secteurs populaires et considèrent leur responsabilité d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie et de travail de ces secteurs. Comme l'expliquait Justina Iva De Araiyo Silva, de l'École de service social de Natal au Colloque de Montevideo, beaucoup de travail reste à faire pour adapter la pratique et la formation en travail social à la situation précise du Brésil et de l'Amérique latine. Cette professeure souligne la nécessité pour les enseignants de compléter leur formation, notamment au niveau du doctorat, afin de combler les faiblesses théoriques de la pensée en service social, principalement au chapitre de son adéquation au contexte latino-américain. Elle notait aussi une lacune au niveau des méthodologies d'intervention, encore d'inspiration trop américaine ou insuffisamment articulées aux analyses progressistes; elle se référait ainsi à l'articulation théorie-pratique si difficile à mettre en œuvre où que ce soit.

Les acteurs et actrices du travail social latino-américain me sont apparus finalement très dynamiques et optimistes en dépit de la situation difficile qu'ils vivent; ils sont préoccupés d'identifier avec justesse leur conjoncture spécifique et d'articuler la formation et la pratique en travail social à cette conjoncture. Béatriz Abramirez, présidente de l'Association des assistantes sociales brésiliennes, que j'ai rencontrée à São Paulo, à la suite d'un important congrès national à Natal en avril 1989 (3 000 personnes y assistaient), parle de la nécessité d'unifier davantage la profession autour d'objectifs communs, de liens privilégiés avec les secteurs populaires et d'une pratique spécifiquement brésilienne ou sud-américaine progressiste. Le projet de société mis de l'avant par les travailleurs sociaux brésiliens défend la préservation et la consolidation d'une démocratie encore fragile après vingt ans de dictature.

Une perspective conservatrice

Plusieurs travailleurs sociaux rencontrés ne débordent pas d'optimisme. Ils estiment que même si le capitalisme réussissait à surmonter la crise, il est impossible que l'Amérique latine revienne à la situation des années 1955-

1970; on ne prévoit pas d'afflux de crédits bon marché ni de hausse des prix des produits d'exportation. On prévoit au contraire que les capitalistes orienteront leurs investissements vers d'autres régions et que le commerce s'intensifiera plutôt entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. Ces problèmes économiques amènent de l'eau au moulin de la tendance conservatrice, car tous les travailleurs sociaux latino-américains ne partagent pas les perspectives progressistes : ceux qui ont été formés pendant la dictature ont une conception conservatrice du travail social. Constatant que l'État n'est pas en mesure de lancer et de soutenir des politiques sociales, ils reviennent à la perspective individuelle et familiale du travail social; ils renouent ainsi avec les écoles américaines et leurs méthodes spécifiques d'intervention.

CONCLUSION

Des expériences antérieures de collaborations québécoises en Amérique du Sud² se sont situées majoritairement dans le courant du travail social alternatif décrit et situé dans cet article; notre propre collaboration s'y inscrit également. Nous avons donné notamment à Brasilia une session de formation à des travailleuses des centres d'aide aux femmes victimes de violence conjugale de quelques villes du sud du Brésil. L'analyse et l'intervention féministe étant déjà présentes, cette session venait compléter, en ajoutant des moyens et des instruments concrets d'action, davantage développés au Québec. D'autres collaborations demeurent possibles, principalement au Brésil où deux professeurs de Brasilia, Eva et Vincente Fareiros, ayant déjà demeuré au Québec, assurent le relais et aident à articuler l'arrimage entre les besoins brésiliens et les compétences québécoises.

En résumé, malgré une situation éprouvante, les travailleurs sociaux rencontrés estimaient que la conjoncture était bonne pour occuper une place plus importante dans les échanges internationaux en service social. L'accession de plusieurs pays à la démocratie libérale, à partir des années 1984-1985, a en effet permis une articulation et une consolidation des positions latino-américaines en service social. De plus, l'instauration de la langue espagnole comme langue officielle au plan international était entrevue comme possible et le contexte des rencontres internationales de Lima et de Buenos Aires en juillet et août 1990 appuient cette vision des choses.

2. À titre d'exemples : Louis FAVREAU et Lucie FRÉCHETTE, « Projet de coopération au Pérou », ACFAS, 1990; M. Vermette, « Projet de coopération au Chili » rapporté par L. MASSICOTTE dans *Info 9*, vol. 12, n° 10, Montréal, CSS-MM, juin 1991.

Bibliographie

- DUMONT, R. (1981). *Le mal développement en Amérique Latine*, Paris, Seuil.
- FANON, F. (1987). *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte.
- GALEANO, E. (1971). *Las venas abiertas de America Latina*, Mexico, Siglo 21 Editores.
- LUSK, MARK W. (1981). « Philosophical Changes in Latin American Social Work », *International Social Work*, vol. 24, n° 2.
- MICHEA, R. (1987). « Les approches intégrées dans l'histoire du service social latino-américain : analyse de trois modèles », *Service Social*, vol. 36, n°s 2 et 3.
- QUIROZ, T. (1986). « Latin American Reality and Social Work », *International Social work*, vol. 29, n° 2.
- TOURAINÉ, A. (1988). *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob.